

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 02450

Numéro SIREN : 381 902 667

Nom ou dénomination : DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING

Ce dépôt a été enregistré le 11/10/2021 sous le numéro de dépôt 54671

**DXC TECHNOLOGY FRANCE
HOLDING**

31 PLACE DES COROLLES

92098 PARIS LA DEFENSE

Comptes au 31/03/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Composition du capital social	16
Variation des capitaux propres	17
Affectation des résultats soumis à approbation de l'AG	18
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	19
Filiales et participations (en K€)	20

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2021	31/03/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	1 592 691		1 592 691	1 592 691
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				4 573
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	201 359 805	6 470 063	194 889 742	192 093 852
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	202 952 496	6 470 063	196 482 433	193 691 116
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				577 666
Autres créances				250 701
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	78 704 946		78 704 946	79 457 965
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	78 704 946		78 704 946	80 286 332
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	281 657 442	6 470 063	275 187 379	273 977 449

Rubriques		31/03/2021	31/03/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 34 084 744)		34 084 744	34 084 744
Primes d'émission, de fusion, d'apport		21 779 489	21 779 489
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		1 537 086	1 537 086
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		1 545	1 545
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		86 122 792	90 380 472
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		1 562 540	-4 257 680
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
	CAPITAUX PROPRES	145 088 196	143 525 657
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
	AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
	PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		129 990 484	129 990 484
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		108 699	134 798
Dettes fiscales et sociales			
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			326 510
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
	DETTES	130 099 183	130 451 792
Ecarts de conversion passif			
	TOTAL GENERAL	275 187 379	273 977 449

Rubriques	France	Exportation	31/03/2021	31/03/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			25 302	61 373
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			2 307	218
CHARGES D'EXPLOITATION			27 608	61 590
RESULTAT D'EXPLOITATION			-27 608	-61 590
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			83 865	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				698
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			2 795 890	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 879 755	698
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				2 795 890
Intérêts et charges assimilées			1 350 033	1 400 898
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 350 033	4 196 788
RESULTAT FINANCIER			1 529 721	-4 196 089
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 502 113	-4 257 680

Rubriques	31/03/2021	31/03/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	65 000	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 000	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 573	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 573	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	60 427	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	2 944 755	698
TOTAL DES CHARGES	1 382 215	4 258 378
BENEFICE OU PERTE	1 562 540	-4 257 680

Annexes

Désignation de la société : DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont le total est de 275 187 379 euros.

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 562 539 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 avril 2020 au 31 mars 2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2021 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, ainsi que du Plan Comptable Général tel qu'il résulte de l'application du règlement ANC n°2014-03 mis à jour par le règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018 et des pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Prudence
- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

La crise du Covid a eu un impact limité sur l'activité des filiales, les services informatiques pouvant s'opérer en remote.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

FONDS DE COMMERCE

La société a absorbé en date du 26 février 2007 la société CSC Computer Sciences France SAS qu'elle détenait en totalité. L'absorption a été réalisée par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), avec dissolution sans liquidation de la société absorbée. L'absorption a généré un mali technique d'une valeur de 1 592 691 euros. Le mali technique est rattaché à la valeur des titres détenu par la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS.

Il a été décidé d'affecter le mali technique lié à la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en fonds de commerce. En application de l'article 214-3 du PCG modifié par le règlement n°2016-07 du 04 novembre 2016 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS, après avoir analysé le fonds de commerce, considère que sa durée de vie est illimitée. Le mali technique n'est pas amorti et fait l'objet d'une évaluation chaque année en vue de constater une dépréciation.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés directement à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Construction : 8 à 9 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

A noter que les immobilisations corporelles de la société ont été cédées durant l'exercice.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Elle peut être complétée d'une provision pour risques.

La valeur d'inventaire estimée des titres de participation correspond à la valeur d'utilité. Cette dernière est appréciée aux regards des indicateurs chiffrés historiques et prévisionnels propres aux métiers de chaque participation.

A l'occasion de chaque clôture, la société recherche s'il existe des indicateurs de perte de valeur pour ses titres de participation.

Si la filiale détenue présente à ce stade indicateur de perte de valeur, les titres de participation font l'objet d'une étude de valeur au cas par cas. Dans ce cadre la valeur d'utilité est estimée notamment par la méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Les méthodes de test de valeur, lorsqu'elles sont fondées sur des prévisions de flux de trésorerie à moyen terme, présentent un caractère par nature aléatoire. De plus, leur construction induit une sensibilité des valeurs aux variations de certaines hypothèses et paramètres tels que l'évolution prévisionnelle du niveau d'activité, le taux d'actualisation ou encore le taux de croissance à l'infini.

Les tests d'évaluation (impairments tests) réalisés cette année ont abouti aux conclusions suivantes :

- DXC Technology France : pas de dépréciation des titres
- DXC Technology Belgium : reprise de la provision de 2 795 889 euros constituée en FY20
- DXC Technology Portugal : pas de dépréciation comptabilisée sur l'exercice (la provision pour dépréciation est maintenue à 6 470 063 euros)
- DXC Technology Spain : pas de dépréciation des titres

PRINCIPE SUR LES CREANCES ET DETTES EN DEVISES

Les créances et dettes en devises sont comptabilisées à leur cours historique. A la fin de l'exercice, elles sont revalorisées au cours de clôture.

TRANSACTION ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions entre parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.
A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R. 123-198 11°.

ABSENCE DE CONSOLIDATION

La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS ne publie pas de comptes annuels consolidés au niveau France. La consolidation est effectuée au niveau Europe par DXC TECHNOLOGY INTERNATIONAL OPERATIONS LIMITED au Royaume-Uni et au niveau mondial par DXC TECHNOLOGY COMPANY aux Etats-Unis.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de la société DXC TECHNOLOGY COMPANY, Falls Church, VIRGINIE, ETATS-UNIS.

Les comptes consolidés de la société sont disponibles sur le site internet de la société :
https://www.dxc.technology/investor_relations

INTEGRATION FISCALE

La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS ne fait plus partie à compter du 1er avril 2018 du groupe d'intégration fiscale dont la société tête du groupe était la société CONTINUUM SOCS SASU. Le groupe a conclu le 29 octobre 2018 une convention de sortie du régime d'intégration fiscale, avec effet le 1er avril 2018. Le groupe a conclu le 29 octobre 2018 une nouvelle convention d'intégration fiscale, avec effet le 1er avril 2018. La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS fait désormais partie d'un nouveau groupe d'intégration fiscale dont la société tête du groupe est la société ENTERPRISE SERVICES FRANCE SAS.

En application de la convention d'intégration fiscale mise en place entre les sociétés intégrées fiscalement, chaque société intégrée :

- en cas de résultat fiscal bénéficiaire, supporte la charge d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale,
- en cas de résultat fiscal déficitaire, n'enregistre dans ses livres aucune créance relative au déficit fiscal généré, quand bien même celui-ci participerait à réduire la charge fiscale globale du groupe intégré fiscalement.

Si la société n'était pas intégrée fiscalement, son résultat fiscal propre sur l'exercice clos au 31 mars 2021 aurait été un déficit de 1 233 350 euros.

INFORMATION SUR LES ENTREPRISES LIEES

Les mouvements des entreprises liées se décomposent comme suit :

- Produits financiers entreprises liées : 0 euros
- Charges financières entreprises liées : 1 350 033 euros
- Emprunt DXC TECHNOLOGY FRANCE SAS : 129 990 484 euros
- Dettes DXC TECHNOLOGY FRANCE SAS : 106 148 euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

La société Enterprise Services France a obtenu du groupe une lettre de soutien financier vis-à-vis de ses filiales pour l'exercice clos au 31 mars 2021.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 2 551 euros.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 592 691		
Terrains	4 573		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	16 800		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 373		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	201 359 805		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	201 359 805		
TOTAL GENERAL	202 973 869		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 592 691	
Terrains		4 573		
Constructions sur sol propre		16 800		
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 373		
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			201 359 805	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			201 359 805	
TOTAL GENERAL		21 373	202 952 496	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	16 800		16 800	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 800		16 800	
TOTAL GENERAL	16 800		16 800	

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	9 265 953		2 795 890	6 470 063
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	9 265 953		2 795 890	6 470 063
TOTAL GENERAL	9 265 953		2 795 890	6 470 063
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières			2 795 890	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL			
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	129 990 484		129 990 484	
Fournisseurs et comptes rattachés	108 699	108 699		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	130 099 183	108 699	129 990 484	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	293 834			116
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	147 783 336
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-4 257 680
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	143 525 656
APPORTS RECUS AVEC EFFET RETROACTIF A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	
Variation du capital	
Variation des autres postes	
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE APRES APPORTS RETROACTIFS	143 525 656
Variation en cours d'exercice :	
Variation du capital	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	
Variation des "provisions" relevant des capitaux propres	
Contreparties de réévaluations	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	
Autres variations	1 562 539
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	145 088 195
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	1 562 539
Dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	1 562 539

1 - Origine		Montant
Report à nouveau antérieur		
Résultat de l'exercice		1 562 540
dont résultat courant après impôts :	1 502 113	
Prélèvements sur les réserves		
TOTAL		1 562 540

2 - Affectations		Montant
Réserve légale		78 127
Réserve spéciale de plus-values à long terme		
Autres réserves		1 484 413
Dividendes		
Autres répartitions :		
Report à nouveau		
TOTAL		1 562 540

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
DXC Technology Company	Société Anonyme	4 250 427	100,00 %
Fall Church Virginie USA	Côtée en Bourse		
Capital valorisé sur la base de 1 euro = 1.17 dollars			

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
DXC Technology France SAS 31 place des Corolles 92098 Paris La Défense	39 533 92 909	100	148 722 148 722		177 354 -31 653
DXC Technology Belgium VOF/SNC Hippokrateslaan 14 B-1932 Sint Stevens-Wolvenberg	13 500 13 900	99,99	28 016 28 016		64 118 -1 205
DXC Technology Portugal LDA Lagoas Park - Edifício 1.3°2740-264 Porto	6 355 839	95	8 497 2 027		8 339 13
DXC Technology Spain SA Av Diagonal 545. 8029 Barcelona	1 449 12 238	100	16 125 16 125		75 330 4 574
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Certifié conforme à l'original par Monsieur M.Christophe Martinoli, agissant en qualité de Président

DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING

Société par actions simplifiée à associé unique

Au capital de 34.084.744 euros

Siège social : 31 place des Corolles, Tour Carpe Diem – 92098 Paris la Défense Cedex

RCS Nanterre 381 902 667

(la « **Société** ») / (the “**Company**”)

**AFFECTATION DU RESULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2021
VOTEE PAR L'ASSOCIE UNIQUE 28 SEPTEMBRE 2021**

L'Associé Unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2021, s'élevant à 1.562.539 euros, de la manière suivante :

- 78.127 euros au compte « réserve légale » : Le compte « réserve légale » sera bénéficiaire à hauteur de 1.615.213 euros après affectation.
- 1.484.412 euros au compte « autres réserves » : Le compte « autres réserves » sera bénéficiaire à hauteur de 87.607.203 euros après affectation.

Certifié conforme à l'original :

Le Président
Monsieur Christophe Martinoli



DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING

Société par actions simplifiée

31, Place des Corolles

Tour Carpe Diem

92098 Paris-La Défense

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING

Société par actions simplifiée

31, Place des Corolles

Tour Carpe Diem

92098 Paris-La Défense

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2021

À l'associé unique de la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la note « Immobilisations financières » du paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les règles et méthodes comptables relatives à la détermination de la valeur d'utilité des titres de participation inscrits au bilan. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 septembre 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Stéphane MENARD

**DXC TECHNOLOGY FRANCE
HOLDING**

31 PLACE DES COROLLES

92098 PARIS LA DEFENSE

Comptes au 31/03/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Composition du capital social	16
Variation des capitaux propres	17
Affectation des résultats soumis à approbation de l'AG	18
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	19
Filiales et participations (en K€)	20

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2021	31/03/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	1 592 691		1 592 691	1 592 691
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				4 573
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	201 359 805	6 470 063	194 889 742	192 093 852
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	202 952 496	6 470 063	196 482 433	193 691 116
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				577 666
Autres créances				250 701
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	78 704 946		78 704 946	79 457 965
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	78 704 946		78 704 946	80 286 332
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	281 657 442	6 470 063	275 187 379	273 977 449

Rubriques		31/03/2021	31/03/2020
Capital social ou individuel	(dont versé : 34 084 744)	34 084 744	34 084 744
Primes d'émission, de fusion, d'apport		21 779 489	21 779 489
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		1 537 086	1 537 086
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)	1 545	1 545
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	86 122 792	90 380 472
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		1 562 540	-4 257 680
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		145 088 196	143 525 657
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
PROVISIONS			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	129 990 484	129 990 484
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		108 699	134 798
Dettes fiscales et sociales			
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			326 510
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		130 099 183	130 451 792
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		275 187 379	273 977 449

Rubriques	France	Exportation	31/03/2021	31/03/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			25 302	61 373
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			2 307	218
CHARGES D'EXPLOITATION			27 608	61 590
RESULTAT D'EXPLOITATION			-27 608	-61 590
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			83 865	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				698
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			2 795 890	
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 879 755	698
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				2 795 890
Intérêts et charges assimilées			1 350 033	1 400 898
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			1 350 033	4 196 788
RESULTAT FINANCIER			1 529 721	-4 196 089
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 502 113	-4 257 680

Rubriques	31/03/2021	31/03/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	65 000	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 000	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 573	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 573	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	60 427	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	2 944 755	698
TOTAL DES CHARGES	1 382 215	4 258 378
BENEFICE OU PERTE	1 562 540	-4 257 680

Annexes

Désignation de la société : DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont le total est de 275 187 379 euros.

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 562 539 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01 avril 2020 au 31 mars 2021.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

REGLES GENERALES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2021 sont établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, ainsi que du Plan Comptable Général tel qu'il résulte de l'application du règlement ANC n°2014-03 mis à jour par le règlement ANC n° 2018-07 du 10 décembre 2018 et des pratiques comptables généralement admises en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Prudence
- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

La crise du Covid a eu un impact limité sur l'activité des filiales, les services informatiques pouvant s'opérer en remote.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

FONDS DE COMMERCE

La société a absorbé en date du 26 février 2007 la société CSC Computer Sciences France SAS qu'elle détenait en totalité. L'absorption a été réalisée par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP), avec dissolution sans liquidation de la société absorbée. L'absorption a généré un mali technique d'une valeur de 1 592 691 euros. Le mali technique est rattaché à la valeur des titres détenu par la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS.

Il a été décidé d'affecter le mali technique lié à la Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) en fonds de commerce. En application de l'article 214-3 du PCG modifié par le règlement n°2016-07 du 04 novembre 2016 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), la société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS, après avoir analysé le fonds de commerce, considère que sa durée de vie est illimitée. Le mali technique n'est pas amorti et fait l'objet d'une évaluation chaque année en vue de constater une dépréciation.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés directement à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Construction : 8 à 9 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

A noter que les immobilisations corporelles de la société ont été cédées durant l'exercice.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Elle peut être complétée d'une provision pour risques.

La valeur d'inventaire estimée des titres de participation correspond à la valeur d'utilité. Cette dernière est appréciée aux regards des indicateurs chiffrés historiques et prévisionnels propres aux métiers de chaque participation.

A l'occasion de chaque clôture, la société recherche s'il existe des indicateurs de perte de valeur pour ses titres de participation.

Si la filiale détenue présente à ce stade indicateur de perte de valeur, les titres de participation font l'objet d'une étude de valeur au cas par cas. Dans ce cadre la valeur d'utilité est estimée notamment par la méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs.

Les méthodes de test de valeur, lorsqu'elles sont fondées sur des prévisions de flux de trésorerie à moyen terme, présentent un caractère par nature aléatoire. De plus, leur construction induit une sensibilité des valeurs aux variations de certaines hypothèses et paramètres tels que l'évolution prévisionnelle du niveau d'activité, le taux d'actualisation ou encore le taux de croissance à l'infini.

Les tests d'évaluation (impairments tests) réalisés cette année ont abouti aux conclusions suivantes :

- DXC Technology France : pas de dépréciation des titres
- DXC Technology Belgium : reprise de la provision de 2 795 889 euros constituée en FY20
- DXC Technology Portugal : pas de dépréciation comptabilisée sur l'exercice (la provision pour dépréciation est maintenue à 6 470 063 euros)
- DXC Technology Spain : pas de dépréciation des titres

PRINCIPE SUR LES CREANCES ET DETTES EN DEVISES

Les créances et dettes en devises sont comptabilisées à leur cours historique. A la fin de l'exercice, elles sont revalorisées au cours de clôture.

TRANSACTION ENTRE PARTIES LIEES

Les transactions entre parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.
A ce titre, elles ne nécessitent pas d'informations complémentaires visées à l'article R. 123-198 11°.

ABSENCE DE CONSOLIDATION

La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS ne publie pas de comptes annuels consolidés au niveau France. La consolidation est effectuée au niveau Europe par DXC TECHNOLOGY INTERNATIONAL OPERATIONS LIMITED au Royaume-Uni et au niveau mondial par DXC TECHNOLOGY COMPANY aux Etats-Unis.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANTE

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale, dans les comptes de la société DXC TECHNOLOGY COMPANY, Falls Church, VIRGINIE, ETATS-UNIS.

Les comptes consolidés de la société sont disponibles sur le site internet de la société :
https://www.dxc.technology/investor_relations

INTEGRATION FISCALE

La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS ne fait plus partie à compter du 1er avril 2018 du groupe d'intégration fiscale dont la société tête du groupe était la société CONTINUUM SOCS SASU. Le groupe a conclu le 29 octobre 2018 une convention de sortie du régime d'intégration fiscale, avec effet le 1er avril 2018. Le groupe a conclu le 29 octobre 2018 une nouvelle convention d'intégration fiscale, avec effet le 1er avril 2018. La société DXC TECHNOLOGY FRANCE HOLDING SAS fait désormais partie d'un nouveau groupe d'intégration fiscale dont la société tête du groupe est la société ENTERPRISE SERVICES FRANCE SAS.

En application de la convention d'intégration fiscale mise en place entre les sociétés intégrées fiscalement, chaque société intégrée :

- en cas de résultat fiscal bénéficiaire, supporte la charge d'impôts dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale,
- en cas de résultat fiscal déficitaire, n'enregistre dans ses livres aucune créance relative au déficit fiscal généré, quand bien même celui-ci participerait à réduire la charge fiscale globale du groupe intégré fiscalement.

Si la société n'était pas intégrée fiscalement, son résultat fiscal propre sur l'exercice clos au 31 mars 2021 aurait été un déficit de 1 233 350 euros.

INFORMATION SUR LES ENTREPRISES LIEES

Les mouvements des entreprises liées se décomposent comme suit :

- Produits financiers entreprises liées : 0 euros
- Charges financières entreprises liées : 1 350 033 euros
- Emprunt DXC TECHNOLOGY FRANCE SAS : 129 990 484 euros
- Dettes DXC TECHNOLOGY FRANCE SAS : 106 148 euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN

La société Enterprise Services France a obtenu du groupe une lettre de soutien financier vis-à-vis de ses filiales pour l'exercice clos au 31 mars 2021.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 2 551 euros.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun évènement significatif n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 592 691		
Terrains	4 573		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	16 800		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 373		
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	201 359 805		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	201 359 805		
TOTAL GENERAL	202 973 869		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 592 691	
Terrains		4 573		
Constructions sur sol propre		16 800		
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		21 373		
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			201 359 805	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			201 359 805	
TOTAL GENERAL		21 373	202 952 496	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	16 800		16 800	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 800		16 800	
TOTAL GENERAL	16 800		16 800	

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	9 265 953		2 795 890	6 470 063
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	9 265 953		2 795 890	6 470 063
TOTAL GENERAL	9 265 953		2 795 890	6 470 063
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières			2 795 890	
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL			
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	129 990 484		129 990 484	
Fournisseurs et comptes rattachés	108 699	108 699		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	130 099 183	108 699	129 990 484	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	293 834			116
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations	147 783 336
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	-4 257 680
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	143 525 656
APPORTS RECUS AVEC EFFET RETROACTIF A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	
Variation du capital	
Variation des autres postes	
CAPITAUX PROPRES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE APRES APPORTS RETROACTIFS	143 525 656
Variation en cours d'exercice :	
Variation du capital	
Variation des primes, réserves, report à nouveau	
Variation des "provisions" relevant des capitaux propres	
Contreparties de réévaluations	
Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	
Autres variations	1 562 539
CAPITAUX PROPRES AU BILAN DE CLOTURE DE L'EXERCICE AVANT AGO	145 088 195
VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	1 562 539
Dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	1 562 539

1 - Origine		Montant
Report à nouveau antérieur		
Résultat de l'exercice		1 562 540
dont résultat courant après impôts :	1 502 113	
Prélèvements sur les réserves		
TOTAL		1 562 540

2 - Affectations		Montant
Réserve légale		78 127
Réserve spéciale de plus-values à long terme		
Autres réserves		1 484 413
Dividendes		
Autres répartitions :		
Report à nouveau		
TOTAL		1 562 540

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
DXC Technology Company	Société Anonyme	4 250 427	100,00 %
Fall Church Virginie USA	Côtée en Bourse		
Capital valorisé sur la base de 1 euro = 1.17 dollars			

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
DXC Technology France SAS 31 place des Corolles 92098 Paris La Défense	39 533 92 909	100	148 722 148 722		177 354 -31 653
DXC Technology Belgium VOF/SNC Hippokrateslaan 14 B-1932 Sint Stevens-Wolvenberg	13 500 13 900	99,99	28 016 28 016		64 118 -1 205
DXC Technology Portugal LDA Lagoas Park - Edifício 1.3°2740-264 Porto	6 355 839	95	8 497 2 027		8 339 13
DXC Technology Spain SA Av Diagonal 545. 8029 Barcelona	1 449 12 238	100	16 125 16 125		75 330 4 574
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			